

Europe

# CE QUE NOUS ENSEIGNE LE CONFLIT AU KOSOVO AVEC LA SERBIE SUR NOTRE SOUVERAINETÉ

Hysamedin Feraj, Elvis Hoxha

05/09/2024

**Dans le contexte de la guerre menée par la Russie en Ukraine et au vu de la rivalité entre des puissances telles que les États-Unis ou la Chine, le concept de souveraineté n'a jamais été autant d'actualité pour l'Union européenne. Et c'est bien de cette souveraineté européenne qu'il en va face à l'alliance que la Serbie a nouée avec la Russie, au détriment du Kosovo. Hysamedin Feraj et Elvis Hoxha, philosophes et co-fondateurs de l'Institut politique des études humaines (IPSH) à Tirana, en analysent les ressorts et appellent l'Europe à prendre toute la mesure des agressions perpétrées par le régime serbe de Vučić au Kosovo.**

## Introduction

Le début du XXI<sup>e</sup> siècle a bouleversé une grande partie de la fin du XX<sup>e</sup> siècle en renvoyant le tout à la moitié de ce siècle passé. La foi dans l'ordre démocratique qui prévalait à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a été renversée au profit de la méfiance envers la démocratie, la foi dans la victoire face au totalitarisme au profit de la peur de l'autocratie, l'efficacité de la démocratie au profit de celle de l'autocratie, la célébration de la victoire démocratique face au totalitarisme au profit du drame de l'abandon de la démocratie, la « guerre froide » d'alors est aujourd'hui devenue la « guerre chaude », la fin d'une histoire qui se répète sans qu'elle soit informée sur elle-même. En conséquence, nous avons aujourd'hui une démocratie qui a perdu foi en elle-même; une démocratie apeurée par l'autre, différent ; une démocratie qui avec ces deux caractéristiques a rendu l'autre audacieux, cet autocrate d'aujourd'hui qui a remplacé le totalitaire d'hier. Le président français Emmanuel Macron a clairement défini à plusieurs reprises cette situation en qualifiant l'attaque russe contre l'Ukraine de danger pour la *souveraineté des États* et pour la *civilisation même européenne*<sup>1</sup>.

## Le dépassement russe de Brejnev

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a ébranlé l'ordre mondial fondé sur la souveraineté relativement égale des États. Ce système a permis de prolonger les périodes de stabilité en Europe, permettant le développement d'autres domaines et pratiques, plutôt que de s'orienter vers les techniques et l'industrie de guerre. Suite à la dernière agression russe, le sentiment de danger pour la souveraineté et l'indépendance des États n'est pas seulement présent dans la périphérie de l'Europe, à l'instar des États baltes, mais également chez les États puissants de l'Europe, comme en a témoigné dernièrement le président de la République. Il est normal que les États situés en périphérie appréhendent avec plus de clairvoyance le danger – ne serait-ce que par la proximité avec ce dernier – que les États situés au centre du continent européen. Mais dans la pratique, il serait nécessaire que la connaissance qu'en a la périphérie soit bien comprise par le centre.

L'inquiétude du président français, comme celle du président polonais ou des États baltes, est justifiée. L'agression russe envers l'Ukraine n'était pas provoquée et elle demeure illégitime, même au regard des facteurs que mettent en avant les théoriciens de l'État pour appuyer leurs thèses dans lesquelles ils affirment qu'au lieu de la souveraineté revendiquée comme « absolue », les États ne peuvent prétendre seulement qu'à une « souveraineté limitée ». Ainsi, la dernière agression de la Russie, comme celles antérieures en Géorgie et en Crimée, ne trouve aucune légitimité en phase avec un ordre divin, ni au regard d'une loi morale et humanitaire, ni internationale, ni même si cette agression avait eu comme visée pour le Kremlin de consolider son pouvoir et son emprise sur une population mécontente. L'unique doctrine qui explique l'agression du président Poutine – sans que cela ne la légitime – est celle de son prédécesseur pas si lointain, Leonid Brejnev, au regard de la « souveraineté limitée » des États de son « propre camp ». Le « camp socialiste disciplinait » ces derniers, il les ramenait à l'état de satellites de l'Union soviétique, en l'occurrence de la Russie. Il reconnaissait par ailleurs la pleine souveraineté des États de régimes non socialistes. Les événements de ces dernières décennies, à commencer par la Géorgie et la Crimée et par la suite l'Ukraine, témoignent de surcroît que la Russie s'est convaincue de bien plus : tous les États d'Europe doivent être ses satellites. Cette conviction russe, qui trouve son incarnation en la personne du président Poutine lui-même, s'est affichée dans les rues des principales villes de la Russie. Difficile de nier que cela ne manifeste pas un signe d'adhésion d'une partie du peuple russe à la directive suivante : « Il n'y a pas de frontières pour la Russie<sup>2</sup> » !

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

## La bonne compréhension « démocratique » de Brejnev

La République du Kosovo fait face à des agressions quotidiennes de la part de la Serbie envers sa souveraineté, agressions dont les ressorts semblent similaires à ceux mis en avant par la Russie dans le cadre de sa guerre en Ukraine. Sans remonter aux deux décennies et quelques de l'après-guerre 1998-1999 lors desquelles la Serbie a pris en otage le nord du Kosovo pour créer une situation *de facto* de partition, le gouvernement actuel, en place depuis mars 2021, a eu à subir la résistance de la Serbie pour empêcher l'intégration de la population majoritaire serbe dans une partie du Kosovo – pays indépendant et censé exercer sa souveraineté depuis la déclaration du 17 février 2008. Ainsi, au cours de cette mandature, nous pourrions mettre en exergue par exemple les crises provoquées par le refus d'entrer en conformité avec les lois du Kosovo en remplaçant les plaques d'immatriculation illégales des citoyens serbes du Kosovo et l'usage par ces derniers du dinar serbe, monnaie non officielle, à l'intérieur du Kosovo. Dans ces deux cas, il s'agit d'un empiètement du concept même de la souveraineté, une agression envers ce concept<sup>3</sup>. Ces deux exemples touchent à l'intégrité même de l'exercice de la loi du Kosovo et soulignent l'entrisme de l'État de Serbie à cet égard.

Plus graves sont les actes d'agression physiques commis en 2023<sup>4</sup> lorsque :

- le 29 mai, la minorité serbe manifestait violemment (en causant une trentaine de blessés parmi les soldats de l'Otan) contre l'intronisation de maires albanophones élus après les élections municipales anticipées, repoussées puis boycottées par les Serbes kosovars ;
- le 14 juin, trois policiers d'une patrouille du Kosovo étaient enlevés à proximité de la frontière puis détenus en Serbie pendant plus d'une semaine ;
- le 24 septembre, un commando lourdement armé venu de Serbie avait tué un policier du Kosovo dans une embuscade avant de se réfugier dans le monastère orthodoxe de Banjska et voir leur assaut échouer, alors que les plans révélés par la suite consistaient bien à instaurer une reprise du contrôle du nord au service à la fois de la Serbie et du crime organisé<sup>5</sup>.

Il va de soi que la Serbie ne qualifie pas tous ces actes de violations de la souveraineté puisqu'elle ne reconnaît pas le Kosovo en tant qu'État souverain. Cependant, il est tout aussi certain que plus elle se sent soutenue ou comprise parmi les démocraties qui ont reconnu le Kosovo (lesquelles

s'avèrent aujourd'hui inquiètes pour leur propre souveraineté), plus l'idée même de souveraineté s'en trouve affaiblie. En témoigne le fait que plus l'attitude agressive de la Serbie du président Aleksandar Vučić contre la souveraineté des autres États de la région a bénéficié d'une certaine complaisance, plus ce comportement s'est accru. Comme une répétition de l'origine de la dislocation de la Yougoslavie à la fin des années 1980, c'est le Kosovo qui en fit les frais en premier, mais, désormais, ce sont aussi tous les États de cette région périphérique qui ont dénoncé et témoignent ouvertement de l'agression serbe contre leur souveraineté. Ce n'est donc pas seulement le Kosovo qui est affecté dans les Balkans occidentaux, mais aussi le nord-ouest avec la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro et jusqu'au sud-est avec la Macédoine du Nord. De surcroît, ces deux derniers sont à la fois membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et alignés très clairement, tout comme le Kosovo, aux côtés des démocraties contre l'agression russe envers la souveraineté de l'Ukraine.

Les États considérés à la périphérie du centre de gravité des États fondateurs de l'Union européenne (UE) disposent d'une connaissance et d'un vécu spécifiques, étant eux-mêmes en prise directe avec la Russie parce qu'ils en sont frontaliers ou plus proches géographiquement. Plus les États affichent une complaisance vis-à-vis des atteintes à la souveraineté commises par la Russie, plus cette dernière en sort renforcée – on l'a vu en Géorgie et en Crimée – au point que la souveraineté des États est menacée jusqu'à l'ouest du continent européen.

Il en résulte que les mesures contraignantes imposées au Kosovo suite à l'intronisation des maires albanophones dans le nord<sup>6</sup>, mesures toujours en vigueur à ce jour malgré les actes d'agression territoriale susmentionnés et restés impunis, font qu'en périphérie, cela donne l'impression que les démocraties ont ramené en ce siècle le brejnévisme qui conseillait « la souveraineté limitée » pour les États de son « propre camp ». Ironique à double titre ! Poutine a même élargi cela aux États du camp adverse.

## **Russie, Serbie : des agressions aux caractéristiques analogues ?**

Indépendamment de sa fréquence et de sa quotidienneté, l'agression de la Serbie contre le Kosovo montre une approche similaire à celle de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine, dans la mesure où elle est tout autant non provoquée qu'illégitime. Le président Poutine s'évertue en vain d'instaurer des analogies entre le Kosovo et la Crimée ou d'autres parties territoriales de l'Ukraine. Il le fait en vain, car à la différence de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine, il n'existe pas d'analogie possible avec une Albanie qui serait entrée sur le territoire du Kosovo dans une attaque qui aurait alors visé la Serbie. Au contraire, à l'origine de la fin de la Yougoslavie, c'est bien la Serbie qui mena ses agressions militaires contre toutes les autres républiques, à commencer par l'extrémité la plus septentrionale

avec la Slovénie avant de poursuivre vers le sud à travers la Croatie, la Bosnie-Herzégovine jusqu'au Kosovo. Il est cependant regrettable que rares sont les voix au sein des chancelleries européennes qui s'élèvent pour dénoncer les caractéristiques similaires des agressions perpétrées par la Serbie et la Russie.

L'unique « légitimité » que la Serbie s'est perpétuellement octroyée à elle-même pour mener ces agressions repose sur des bases ethno-racistes, c'est-à-dire le sentiment de supériorité que la politique de Belgrade a souvent encouragé au sein du peuple serbe par rapport aux autres<sup>7</sup>. De façon similaire à la devise de Poutine susmentionnée sur les frontières qui « ne se terminent nulle part », le racisme s'exprimait en Serbie dans les années 1980 notamment à travers la devise de Milošević « où il y a une tombe serbe, c'est la Serbie<sup>8</sup> », ou plus tard dans la devise de son ministre de la propagande – aujourd'hui président de la Serbie –, Aleksandar Vučić : « si vous tuez un Serbe, nous tuerons cent musulmans<sup>9</sup> ».

À l'instar de l'agression russe contre l'Ukraine, l'agression serbe contre la souveraineté du Kosovo ne présente pas la moindre des supériorités qui, *théoriquement*, pourraient limiter la loi positive du Kosovo (la souveraineté). Ainsi, même si tout cela vise le maintien coûte que coûte du même type de pouvoir à l'intérieur de la Serbie, le gouvernement en place ne dispose ni du droit divin, ni du droit moral, humanitaire et international. Tout comme dans le cas de Poutine, cette absence de respect du droit rend vaine la tentative de Vučić d'instaurer des analogies pour dénigrer l'intervention de l'Otan dans les années 1990 contre le régime serbe de ségrégation instauré alors au Kosovo et contre les crimes de masse et de génocide commis par la Serbie dans les Balkans. Dans le cadre de ses frappes aériennes au Kosovo, l'action de l'Otan reposait sur la supériorité du droit moral et humanitaire, et aussi sur celle du droit international face au génocide, même si l'État génocidaire considérait ses victimes comme étant ses propres sujets. Cette intervention n'eut lieu que parce que, en Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale s'était avérée impuissante face à une Serbie qui avait alors monté l'équivalent des « camps d'extermination » et organisé le « nettoyage ethnique » des territoires qu'elle prétendait comme siens<sup>10</sup>.

De fait, la Serbie ne montre aucun signe sérieux de respect envers le moindre des droits. Par exemple, le 23 mai 2024, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait une résolution pour instaurer le 11 juillet comme Journée internationale de commémoration du génocide perpétré à Srebrenica en 1995, malgré une campagne diplomatique assidue de la Serbie pour empêcher cette adoption (avec de surcroît le soutien de la Hongrie du président Viktor Orbán)<sup>11</sup>. Cette attitude de l'État serbe, lui-même héritier direct du régime criminel de Slobodan Milošević, à commencer par le président Vučić comme rappelé plus haut, n'est que le prolongement de ce négationnisme d'État qui fait des héros les criminels de guerre à l'instar de l'ancien président serbe, du général Ratko

Miladić définitivement condamné en juin 2021 à la perpétuité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), ou de Vojislav Šešelj d'abord condamné puis acquitté et dont le parti fut associé à celui du président lors des élections municipales, officiellement, et législatives, officieusement, de décembre 2023<sup>12</sup>.

## **La souveraineté de l'Occident doit être défendue au Kosovo**

Maintenant que les États les plus puissants en Europe et au sein de l'UE se sentent inquiets pour leur propre souveraineté à cause de l'agression russe, nous avons espoir qu'ils comprennent enfin le ressenti des populations au Kosovo face à l'agression quotidienne de la Serbie, en lieu et place d'une absence de positionnement, voire d'une complaisance de certains États membres vis-à-vis de la Serbie.

La République du Kosovo a immédiatement compris l'agression de la Russie et la philosophie qui la guide, raison pour laquelle elle a rejoint sans tergiverser les alliés des États occidentaux, non seulement dans la dénonciation déclarative de l'agression russe – comme le fit aussi la Serbie, certes – mais également en ce qui concerne toutes les mesures et les sanctions à l'égard de la politique agressive russe ainsi que les aides à l'Ukraine – ce que ne fit pas en revanche la Serbie de Vučić, laquelle a désormais un gouvernement composé notamment d'extrémistes pro-Russie et de ministres placés sur la liste noire des États-Unis<sup>13</sup>.

Tout comme le Kosovo qui s'est joint aux sanctions des démocraties contre l'agression russe, nous nous attendons à ce que les alliés démocratiques, comme à l'égard de l'Ukraine, soutiennent la souveraineté du Kosovo contre toute forme d'agression serbe, pour ainsi se placer ensemble contre ce racisme bâti sur des mythes propagés par des gouvernements ou certains de leurs membres. En ce sens, le président Macron n'a sans doute pas tort en parlant de la fin de la civilisation de l'Europe.

Tous les pays démocratiques ont demandé au Kosovo l'instauration de l'État de droit comme condition de son rapprochement avec eux, en particulier avec l'Union européenne. Mais lorsque ce même État de droit vient à s'étendre de manière égale à l'intérieur de tout le territoire du Kosovo, ces mêmes pays démocratiques instaurent des mesures punitives contre cette extension, à l'image de ce qui s'est produit suite à l'intronisation des maires citée plus haut. Toute tentative d'instauration de l'ordre démocratique et public et de l'exercice légitime de la souveraineté du Kosovo sur la partie septentrionale de son territoire (et cela dès la question des plaques d'immatriculation) est interprétée comme une provocation et un danger à la stabilité. Il en va de même depuis cet été avec la réouverture du pont de Mitrovica.

Ironiquement, l'argument avancé par ces démocraties occidentales s'est avéré analogue à celui utilisé pendant des années par Poutine à l'encontre de l'Otan. En effet, l'adhésion de pays souverains à l'Otan (et à l'UE), mais frontaliers avec la Russie, était jugée par Poutine comme une provocation à l'égard de la Russie et générant une escalade du conflit vis-à-vis d'elle. En terme d'analogie, l'extension de l'État de droit à l'intérieur du territoire du Kosovo, y compris à proximité de la frontière avec la Serbie, est régulièrement perçue par le Quint<sup>14</sup> et l'Union européenne comme une provocation dangereuse à l'égard de Belgrade et donc comme une escalade du conflit avec la Serbie.

C'est en partant de cette perception défavorable à l'égard du Kosovo souverain jugé responsable d'actes non concertés et de déstabilisation que les démocraties européennes qui ont reconnu l'indépendance du Kosovo ont adopté avec une légèreté déconcertante des mesures punitives. Ces mesures aujourd'hui pénalisent non seulement le processus d'intégration à l'UE, mais aussi les projets de développement européens et bilatéraux, pourtant les démocraties ne savent plus comment les retirer sans unanimité des États membres. Ainsi, alors que le gouvernement n'a aucune peine à poursuivre ses politiques d'extension de la présence de l'État (de l'État de droit et des services publics) au nord du Kosovo<sup>15</sup> – l'annonce et la préparation d'ouverture du pont de Mitrovica en étant une dernière illustration –, les États membres qui ont reconnu la souveraineté du Kosovo semblent piégés dans leur lourde bureaucratie communautaire !

Il en ressort finalement que ce qui est en question, ce n'est pas la qualité de la mise en œuvre de la loi et de la démocratie au Kosovo, ni même si cette loi s'applique à la minorité serbe – d'autant que la majorité de la minorité serbe ne vit pas dans le nord et que la majorité des municipalités serbes ne s'y trouve pas non plus puisque celles-ci se situent dans le reste du territoire du Kosovo. La seule différence avec les autres parties du territoire est que celle du nord est frontalière avec la Serbie. Jadis, l'inquiétude des démocraties résidait dans le fait que « l'État de droit n'est pas effectif dans tout le Kosovo, particulièrement dans le nord<sup>16</sup> ». Mais maintenant qu'il devient effectif dans le nord, en conformité avec les principes démocratiques et de droit promus par les États occidentaux et requis pour adhérer à l'UE et à l'OTAN, ces mêmes États s'alignent avec la Serbie et la Russie dans les pressions visant à limiter l'usage de la souveraineté du Kosovo.

Il serait bon de rappeler que la démocratie l'a emporté face aux autocraties chaque fois qu'elle a admis que la souveraineté étatique et l'État de droit démocratique n'entrent pas en contradiction. Par conséquent, nous ne voyons pas venir à l'horizon des raisons de croire le contraire, à savoir que « la souveraineté limitée » d'un État démocratique faible apaiserait la pression autocratique d'un État plus fort, et qu'elle garantirait face à lui la victoire de la démocratie et de la paix au niveau international, à ce jour réduites à leur survie. Il en va de même aujourd'hui dans le nord du Kosovo

où, dans sa volonté d'affirmer la souveraineté du pays en combattant le crime organisé qui régnait pendant deux décennies dans ce territoire et en y étendant l'État de droit, le gouvernement compte à terme y établir un ordre démocratique durable.

Ainsi, même s'il est encore tôt pour en tirer des conclusions définitives, la première étude du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'opinion des citoyens serbes après l'extension de l'État de droit dans le nord montre qu'ils se sentent en sécurité<sup>17</sup>. Bien entendu, en comparaison avec la qualité de la démocratie dans les pays scandinaves, par exemple, bien des progrès restent à accomplir au Kosovo. Cependant, en comparaison avec la Serbie (et même avec les autres pays des Balkans occidentaux), le Kosovo figure plus haut dans les classements internationaux de référence : le Kosovo se tourne clairement vers la démocratie à l'inverse de la Serbie qui se tourne vers l'autocratie<sup>18</sup>.

Soulignons d'ailleurs que la société civile serbe ne manque pas de se mobiliser contre la violence systémique en 2023 ou, ces dernières semaines, contre le projet écologiquement désastreux d'exploitation d'une mine de lithium (projet soutenu même par le Chancelier allemand<sup>19</sup>). Mais il est regrettable que les oppositions citoyennes en Serbie ne ressentent pas le soutien espéré de la part des démocraties face à l'autoritarisme de Vučić. C'est ainsi dans une indifférence européenne quasiment générale que les manifestations de masse lancées en mai 2023 « contre la violence » se sont interrompues au bout de trois mois après s'être étendues dans l'ensemble des principales villes de Serbie et que, de même, restèrent sans effet les protestations de l'opposition contre les fraudes électorales des élections législatives de décembre<sup>20</sup>. Bien au contraire, dès la formation du gouvernement par le parti de Vučić, le Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré « avoir hâte de travailler avec le gouvernement de Serbie<sup>21</sup> », alors même que nous avons mentionné plus haut la nature de la composition de ce gouvernement. Dans ce contexte politique, il apparaît périlleux pour l'opinion publique serbe de soutenir la souveraineté du Kosovo et sa démocratisation. Le dernier qui s'y est aventuré, au mois de février dernier, est le responsable politique pro-occidental, Nikola Sandulović, qui a été battu jusqu'à en perdre connaissance pour « avoir osé demander pardon pour les crimes commis au Kosovo » et déposé des fleurs sur la tombe d'une petite fille de sept ans tuée par les forces armées serbes pendant la guerre en 1999<sup>22</sup>.

Dans ce contexte, les voisins de la Serbie peuvent légitimement s'interroger de la pertinence de la décision de la France de vendre des avions de combat Rafale à la Serbie, et douter également de l'argument avancé par le président de la République Emmanuel Macron qui estime que ce contrat peut permettre d'« arrimer » la Serbie à l'Union européenne. Mais alors que, interrogé au sujet des sanctions que la Serbie n'applique pas contre la Russie, le président français répondait à Belgrade

ce 29 août que « On n'a pas de leçons à donner. La Serbie n'est pas dans l'UE. Donc elle est souveraine dans sa politique de sanctions et c'est une bonne chose<sup>23</sup> », le Kosovo est réciproquement en droit de demander le respect de sa souveraineté exercée sur l'intégralité de son territoire.

Indépendamment de cela et malgré le mépris à l'égard de notre souveraineté par les démocraties qui ont reconnu le Kosovo comme un État souverain, nous nous tenons fermement en soutien de la civilisation européenne, des valeurs européennes et démocratiques, du respect des droits humains, des États et de l'égalité des peuples. Selon nous, le refus de la souveraineté du Kosovo par la Serbie ne fera que retarder la complétude des aspirations démocratiques de notre État, mais il ne peut en arrêter le cheminement. En se situant en périphérie des démocraties et en étant voisins d'un pays autocratique comme la Serbie, le Kosovo tout comme l'Ukraine connaissent les conséquences tangibles des agressions subies à l'égard de leur souveraineté respective. Ces conséquences devraient être vues comme un miroir chez les autres États européens qui connaissent ou redoutent les agressions contre leur propre souveraineté.

Par conséquent, nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons faire face à ce danger russo-serbe qui abîme la souveraineté des États et la civilisation européenne. Ce ne sera pas la première fois que la civilisation européenne renaîtra après de telles agressions, car l'histoire nous apprend qu'il vaudrait mieux se prémunir dès maintenant de cette alliance russo-serbe. Nous comprenons bien que l'attitude des diplomaties occidentales s'explique par la croyance – vaine selon nous – que c'est en faisant preuve de complaisance vis-à-vis de la Serbie autocratique que celle-ci va s'allier plus à l'Europe démocratique qu'à la Russie dictatoriale. Hélas, force est de constater que la Serbie s'est toujours retrouvée plus proche de l'Europe quand celle-ci cultivait une proximité avec la Russie. Mais il vaut mieux être convaincu que la Serbie sera toujours aux côtés de la Russie et qu'elle ne s'amarrera au monde européen démocratique seulement si la Russie devenait démocratique, hypothèse très éloignée à ce jour.

En définitive, il est plus vraisemblable de croire qu'Hegel avait raison d'affirmer que l'histoire nous apprend que nous n'apprenons pas d'elle, car il s'avère que c'est bien cette absence d'enseignement qui rend possible sa répétition, plus souvent comme des tragédies que comme des comédies.

1. Ce qui ressort notamment du discours sur l'Europe du 24 avril 2024 à la Sorbonne où il propose de « bâtir une Europe... plus souveraine pour ne pas se faire imposer par d'autres son destin, ses valeurs, ses modes de vie », ou de la conférence de presse à Berlin en mai 2024 avec le président allemand Frank-Walter Steinmeier lors de laquelle il explique que, face aux ennemis à l'intérieur et à l'extérieur, « [...] on vit un moment de notre Europe... qui est existentiel parce que je crois vraiment, notre Europe peut mourir »

2. En référence à cette phrase de Vladimir Poutine exprimée faussement sur le ton de la plaisanterie et rapportée par plusieurs médias internationaux le 24 novembre 2016, lorsque, au cours d'une cérémonie de la Société russe de géographie retransmise à la télévision, il déclara à propos des frontières qu'elles « ne se terminent nulle part ». Sur cette « adhésion », on peut aussi se référer à un sentiment d'optimisme qui dominerait au sein de la population russe selon une analyse publiée par le collectif Coruscant : « [Life Has Become Better, Life Has Become Happier: Why are Russians More Optimistic Than Before The War](#) », par Sergueï Shelin, repris dans *Les Grands Dossiers de diplomatie*, n° 81, août-septembre 2024, sous le titre « Les Russes sont-ils plus optimistes qu'avant la guerre ? ».
3. Dans les deux cas, il s'agit respectivement de l'application, à ce jour effective après de nombreuses tensions, de l'accord prévu entre la Serbie et le Kosovo sur les plaques d'immatriculation de la minorité serbe dans le cadre du dialogue sous médiation européenne, et de la recherche d'une solution sur l'application d'une directive de la Banque centrale du Kosovo sur l'illégalité de l'usage de la monnaie émise en Serbie, le dinar serbe, et qui fait de l'euro la seule monnaie légale d'usage, question qui constitue aujourd'hui une autre source de crispations avec la communauté serbe et la communauté internationale.
4. Voir respectivement « [Des heurts dans le nord du Kosovo font plusieurs dizaines de blessés](#) », RFI, 29 mai 2023 ; « [Pic de tensions après l'arrestations de policiers kosovars par Belgrade](#) », *L'Express* par AFP, 14 juin 2023 ; Jean-Baptiste Chastand, « [Au Kosovo, quatre morts dans l'attaque d'un commando serbe](#) », *Le Monde*, 25 septembre 2023.
5. Le commando était sous le commandement de l'homme d'affaires Milan Radoičić, connu pour ses activités illégales en Serbie, Kosovo et Monténégro. Il est proche du pouvoir à Belgrade pour qui il a exercé toutes ces années le contrôle de la population serbe dans le nord. Le gouvernement du Kosovo a depuis lors poursuivi la réquisition de tous ses avoirs dans le pays, et réclame en vain son extradition alors qu'il vit libre en Serbie.
6. Suite à des affrontements en novembre 2022 entre la police du Kosovo et la population serbe du nord du pays, puis la démission massive des Serbes des institutions locales sous l'impulsion du parti Liste serbe pilotée par Belgrade, des élections municipales ont été organisées le 23 avril 2023 dans les quatre municipalités du nord. Boycotté par le principal parti serbe susmentionné, le scrutin a fait élire des maires albanais, avec une participation de 3,5%. L'accès forcé au bâtiment d'une des mairies a tourné à l'émeute, et la force de l'Otan a dû intervenir en appui de la police du Kosovo, causant 80 blessés dont une trentaine dans les rangs otaniens. Depuis lors, des « mesures punitives » gelant les financements européens ont été imposées à Pristina pour avoir agi sans concertation avec les partenaires internationaux. Voir la réaction de l'UE : Jorge Liboreiro, « [L'UE appelle la Serbie et le Kosovo à être « plus raisonnables » et à engager des négociations](#) », Euronews, 19 juin 2023, mais aussi [cette résolution du Parlement européen](#) du 19 octobre 2023 qui « déplore les mesures négatives prises par le Conseil contre le Kosovo » (article 21).
7. Outre ce qui suit dans le texte, rappelons le mémorandum de l'historien Vaso Čubrilović du 7 mars 1937 sur la « seule solution » envisageable selon lui et l'Académie des sciences, celle d'expulser les Albanais du Kosovo yougoslave, en se justifiant qu'à cette époque l'Allemagne faisait de même avec les Juifs et que la Russie poussait des millions d'habitants aux déplacements. Mémorandum republié par l'anthropologue et linguiste canadien Robert Elsie (1950-2017), spécialiste de la littérature et du folklore albanais : [1937 | Vaso Cubrilovic: The Expulsion of the Albanians](#).
8. Réécouter le podcast en quatre épisodes de France Culture : [Slobodan Milošević, le nettoyeur des Balkans](#), 2023.
9. Cité dans ce discours : [Vučić : Si vous tuez un Serbe, nous tuons cens musulmans !](#), 20 juillet 1995, après le génocide de Srebrenica (11-16 juillet 1995).
10. Après l'échec de la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo en 1998, les menaces d'intervention de l'Otan, l'échec à convaincre Belgrade lors des deux cycles de négociations entre la Serbie et l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) à Rambouillet, pendant que combats et massacres se poursuivaient contre la population albanaise, majoritaire, c'est suite au refus serbe de valider l'accord trouvé que la campagne de bombardements en Serbie et Kosovo a été lancée (24 mars-10 juin 1999).
11. Jean-Baptiste Chastand, « [Commémoration du génocide de Srebrenica : la communauté internationale passe en force sur fond de polarisation](#) », *Le Monde*, 24 mai 2024.
12. Milica Cubrilo, « [En Serbie, le retour en grâce du criminel de guerre Vojislav Seselj](#) », *Le Figaro*, 15 décembre 2023.
13. « [U.S. 'Disappointed' Proposed Serbian Government Includes Blacklisted Individuals](#) », RFE/ RL's Balkan Service, 1<sup>er</sup> mai

- 2024.
14. Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni.
  15. Voir cette annonce de fin août sur la fermeture dans le nord du Kosovo de cinq autres institutions parallèles reliées à la Serbie : « [The Government of Kosovo confirmed the Closure of Five parallel Serbian Institutions in the North](#) », *Sarajevo Times*, 31 août 2024.
  16. Voir par exemple la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européens, *Enlargement Strategy and Main Challenges 2009-2010*, COM(2009) 533 final.
  17. UNDP, [Public Pulse Brief # 25](#), 28 février 2024.
  18. Voir l'index comparatif suivant [ici](#) ou bien les rapports pays d'Human Rights Watch de 2021, 2022, 2023 et 2024, ou de Freedom House de 2022 et 2023.
  19. Jean-Baptiste Chastand, « [L'Allemagne mise sur la Serbie pour approvisionner son industrie automobile en lithium](#) », *Le Monde*, 19 juillet 2024.
  20. « [Élections en Serbie : de nouvelles manifestations de l'opposition contre la fraude électorale présumée](#) », *Le Monde* avec AP et AFP, 24 décembre 2023 ; [Communiqué de presse du Parlement européen](#), 8 février 2024.
  21. Tweet du HR/VP, 3 mai 2024, ou Radio Free Europe/Radio Slobodna Evropa.
  22. Helena Smith, « [‘They hit me so hard I lost consciousness’: Serbian opposition politician tells of secret service ordeal](#) », *The Guardian*, 4 février 2024.
  23. Jean-Baptiste Chastand, « [En vendant des avions Rafale à la Serbie, Emmanuel Macron espère éloigner Belgrade de Moscou](#) », *Le Monde*, 31 août 2024.